

1840
1898



7^e

LIEUTENANT-GOUVERNEUR

du 12 décembre 1892 au 20 janvier 1898



CENTRE DE QUÉBEC, ANQ

S I R JOSEPH-ADOLPHE CHAPLEAU

DEVISE

Toujours pour elle

Joseph-Adolphe Chapleau, cet homme « extraordinaire », « pourvu de tous les dons », vient au monde à Sainte-Thérèse-de-Blainville le 9 novembre 1840, quelques jours après la naissance de celui qui deviendra son plus grand adversaire politique, Honoré Mercier. Chapleau est le fils de Pierre Chapleau, maçon, et de Zoé Sigouin. Ses parents lui inculquent de solides valeurs traditionnelles tels l'amour du travail, l'honnêteté et le sens du devoir. L'ancêtre de Pierre et de Joseph-Adolphe, le Vendéen Jean Chapeleau, s'était établi vers le milieu du XVII^e siècle à la Canardière, près de Québec.

Selon le sénateur Raoul Dandurand, qui l'a bien connu, le jeune Joseph-Adolphe a une enfance agitée. De famille modeste, il peut étudier au collège Masson de Terrebonne, puis au Séminaire de Saint-Hyacinthe grâce au mécénat du brillant homme d'affaires Joseph Masson, père de Louis-François-Rodrigue, futur lieutenant-gouverneur. Attiré par le droit, Chapleau fait son apprentissage auprès des avocats montréalais Gédéon Ouimet, Louis-Siméon Morin et Louis-François-Wilfrid Marchand.

Inscrit au Barreau du Bas-Canada le 2 décembre 1861, il devient rapidement un criminaliste de renom, bien servi qu'il est par son remarquable talent oratoire, sa fougue et la qualité de ses plaidoiries. Créé conseiller en loi de la reine le 28 février 1873 par lord Dufferin, Chapleau se rend à Winnipeg l'année suivante pour défendre Ambroise-Dydime Lépine et ses compagnons métis, tous participants à la rébellion du Nord-Ouest de 1870. De 1878 à 1885, il enseigne le droit criminel à l'Université Laval à Montréal et y occupe la chaire de droit international de 1885 à 1898. Il reçoit d'ailleurs son titre de docteur en droit de cette institution en 1878.



Chapleau fait son entrée dans le monde politique en 1859, à l'âge de 19 ans. Il parcourt alors le territoire de la future province de Québec pour défendre les thèses du Parti conservateur, qui favorisera le projet d'union fédérale des colonies de l'Amérique du Nord britannique dans les années 1860. Chapleau voit dans ce régime politique le salut des Canadiens français et un rempart pour l'autonomie législative du Bas-Canada. Remarqué pour son éloquence, Chapleau acquiert avec le temps la réputation de l'homme des missions difficiles, affrontant les meilleurs orateurs libéraux et « retournant » souvent en sa faveur une assemblée hostile au départ. Parce qu'il gagne tous les comtés où il a fait campagne en 1878, en 1881 et en 1887, on dira de lui qu'il est un « homme d'élections ».

La carrière politique de Chapleau se divise en trois périodes. De 1867 à 1882, il siège à l'Assemblée législative de la province de Québec comme député conservateur de Terrebonne, où il remporte six des huit scrutins par acclamation. L'une de ses premières actions en Chambre est, selon le juge De Bonnetterre, de présenter « l'adresse » en réponse au discours du trône : « Son premier discours au Parlement fut son premier succès dans cette Chambre, témoin plus tard de ses plus grands triomphes oratoires. » Solliciteur général du gouvernement de Gédéon Ouimet du 27 février 1873

au 8 septembre 1874, ministre sans portefeuille assermenté le 24 janvier 1876 puis secrétaire et registraire de la province du 25 janvier 1876 au 8 mars 1878 dans le Cabinet de Charles-Eugène Boucher de Boucherville, Chapleau devient le chef de l'opposition officielle au moment du renvoi de Boucher de Boucherville par le lieutenant-gouverneur Luc Letellier de Saint-Just. Pendant la crise constitutionnelle qui s'ensuit, Chapleau travaille sans relâche auprès de ses amis du gouvernement conservateur de sir John A. Macdonald pour que Letellier soit destitué. Il est l'auteur de la formule martelée sans cesse depuis la révocation de Boucherville :

« Faisons entendre la voix du peuple et faisons taire celle de Spencer Wood. » Finalement, le 25 juillet 1879, Letellier est renvoyé et Chapleau sort de la crise « plein de gloire et de force ».

Le 31 octobre 1879, à la demande de Théodore Robitaille, nouveau chef de l'État québécois, Chapleau forme son gouvernement. Premier ministre et président du Conseil exécutif du 31 octobre 1879 au 29 juillet 1882, il se réserve aussi les tâches de commissaire de l'Agriculture, des Travaux publics – du 31 octobre 1879 au 5 juillet 1881 – et des Chemins de fer – du 10 octobre 1880 au 5 juillet 1881. Fulgurant, le gouvernement de Chapleau se démarque d'abord par ses actions économiques. Pendant la session de 1880, le premier ministre fait sanctionner par les Chambres un emprunt de quatre millions de dollars, négocié sur le marché français, qui remet le trésor provincial à flot. Il présente aussi des projets de loi pour instituer le Crédit foncier franco-canadien, qui favorise l'installation des cultivateurs sur les terres ouvertes à la colonisation, et un autre qui crée un fonds pour venir en aide aux municipalités endettées. En 1881, l'un des plus importants débats politiques porte sur la question du pouvoir temporel du clergé dont les ultramontains se font les ardents propagandistes. Catholique fervent mais croyant à la séparation de l'Église et de l'État, Chapleau refuse la requête de l'évêque de Trois-Rivières, M^{gr} Louis-François Laffèche, qui lui demande de reconnaître



LE DÉPUTÉ DE TERREBONNE VERS 1875.

la subordination de l'État à l'Église et d'accorder aux curés une immunité qui leur permettrait de formuler dans leurs sermons des consignes électorales. Pendant l'été, le premier ministre crée un précédent en visitant la France, la Grande-Bretagne et l'Italie. Pour la première fois de l'histoire, des États européens reçoivent en grande pompe le premier ministre de la province de Québec. Chapleau en profite pour rétablir les relations avec la France et rencontrer, entre autres, Jules Ferry et Léon Gambetta, deux hommes politiques illustres. Au cours de la session de 1882, sa dernière à l'Assemblée législative, Chapleau nomme le sénateur Hector Fabre agent de la province à Paris et met la touche finale à la privatisation du chemin de fer Q. M. O. & O., ce qui allège la dette du Québec. Cette dernière transaction ne se fait toutefois pas sans un patronage apparent qui, s'ajoutant aux pressions des ultramontains, a raison du premier ministre.

Durant l'été de 1882, Chapleau fait le saut dans l'arène politique fédérale. Toujours député de Terrebonne, il entre au Conseil privé le 29 juillet 1882 et devient secrétaire d'État dans le Cabinet de sir John A. Macdonald – du 29 juillet 1882 au 6 juin 1891. Après trois années relativement tranquilles,

la vie outaouaise de Chapleau est secouée. Le 16 novembre 1885, Louis Riel, chef des Métis, meurt sur l'échafaud à Regina. Au Québec, libéraux, conservateurs et castors, réunis au sein du Parti national, réclament la démission des trois ministres canadiens-français : Chapleau, Hector-Louis Langevin et Joseph-Aldéric Ouimet. Le chef de la coalition, le futur premier ministre Honoré Mercier, va jusqu'à offrir la direction du mouvement à Chapleau, tandis que Macdonald menace de former un cabinet sans représentation canadienne-française. Pesant le pour et le contre, Chapleau refuse ce qui aurait été un triomphe personnel certain en demeurant à Ottawa pour sauvegarder l'unité nationale du pays et protéger son peuple des effets d'une crise raciale. Aux



CENTRE DE QUÉBEC, ANQ

élections fédérales de 1887, les conservateurs perdent plusieurs comtés dans les districts de Québec et de Trois-Rivières, mais ils conservent ceux de Montréal, sous la supervision de Chapleau dont le prestige rayonne encore.

En 1890, le gouvernement fédéral est de nouveau ébranlé. Cette fois, la secousse vient du Manitoba où le gouvernement provincial abolit le statut officiel de la langue française et interrompt le financement des écoles séparées de la minorité catholique. En février 1891, un Chapleau déterminé promet par écrit à M^{gr} Alexandre-Antonin Taché, archevêque de Saint-Boniface, que justice sera rendue. Cependant, au mois de juillet 1892, il diverge d'opinion avec ses collègues du Cabinet en n'acceptant pas l'interprétation que donne le comité judiciaire du Conseil privé de Londres sur la question des écoles. Selon Chapleau, cet avis met en jeu les droits des minorités, qui sont pourtant garantis par le pacte de 1867. Entre-temps, sir John Joseph Caldwell Abbott succède à Macdonald et Chapleau n'obtient pas la direction tant convoitée d'un ministère important, ni celle des affaires du parti dans la province de Québec, en raison de l'influence de Langevin. Il conserve plutôt le secrétariat d'État, poste qu'il occupera du 16 juin 1891 au 24 janvier 1892. Plus tard, il sera nommé ministre des Douanes – du 25 janvier au 24 novembre 1892. Désabusé et désillusionné de la politique fédérale, Chapleau met fin à sa carrière à Ottawa, en novembre 1892, en refusant d'entrer dans le Cabinet de sir John Sparrow David Thomson, nouveau premier ministre canadien. Celui-ci le nomme, peu de temps après, lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Assermenté le 12 décembre, Chapleau est obligé quatre jours plus tard d'appeler Louis-Olivier Taillon à remplacer le premier ministre Charles-Eugène Boucher de Boucherville. Ultramontain convaincu, le démissionnaire laisse son poste en raison de son antipathie pour le nouveau chef de l'État. Le lendemain, Chapleau reçoit des mains du gouverneur général sa commission de lieutenant-gouverneur écrite en français, ce qui est une première dans l'histoire. En plus d'occuper la fonction de représentant de la reine Victoria avec panache et grand prestige, Chapleau se révèle un lieutenant-gouverneur qui, malgré son devoir de réserve, demeure lié à la politique partisane du pays. En quelques occasions, c'est lui qui donne avis et conseille le premier ministre de la province au lieu



du contraire. De plus, Chapleau exerce toujours une influence certaine sur *La Presse*, en y publiant des articles anonymes. Il ne manque pas non plus de préparer son retour en politique fédérale, un retour qu'il souhaite effectuer par la grande porte. En février 1896, il s'engage auprès de sir Charles Tupper à reprendre du service au sein du gouvernement fédéral seulement si celui-ci rend justice complète à la minorité catholique du Manitoba, et ce, avant la fin de la session. Mais les conservateurs échouent et, à l'aube des élections, Chapleau refuse d'entrer dans le nouveau ministère de Tupper.

Ce faisant, il laisse la voie libre à Wilfrid Laurier, duquel il s'est rapproché, tout en espérant que celui-ci réussira enfin à unifier les modérés des deux partis, laissant les castors et les héritiers des « Rouges » dans les marges de la vie politique. Laurier est victorieux en 1896; l'année suivante, les libéraux répètent l'exploit, dans l'arène provinciale cette fois, et Félix-Gabriel Marchand devient premier ministre du Québec. Cette même année, Chapleau soutient le gouvernement désireux de créer un ministère de l'Instruction publique. L'opposition farouche du clergé catholique fait échouer le projet en 1898.

Pendant son mandat de lieutenant-gouverneur, Chapleau ne s'occupe pas que de politique. Il rend le cérémonial des ouvertures des sessions parlementaires plus imposant, remet des prix et assiste à plusieurs compétitions sportives et concours étudiants. Fêru d'histoire canadienne, Chapleau reforme à Québec une société de dix historiens, semblable à celle qu'il avait lui-même animée à Ottawa : le Cercle des X. Ces chercheurs et amateurs se réunissaient régulièrement autour de la table bien garnie du lieutenant-gouverneur pour discuter de questions d'histoire. On y trouvait, entre autres, James Macpherson Le Moine, Joseph-Edmond Roy, Narcisse Faucher de Saint-Maurice et Paul de Cazes.

Miné par la maladie, Chapleau se retire le 20 janvier 1898 après avoir discuté d'un possible renouvellement de mandat avec Laurier, qui lui aurait aussi offert de représenter le Canada à Washington. Quelques mois à peine après sa retraite de la vie publique, Chapleau meurt de la maladie de Bright, à Montréal, au début de l'après-midi du 13 juin 1898, à l'âge de 57 ans et 7 mois. La dépouille mortelle de cet homme éminent, revêtue de son uniforme de lieutenant-gouverneur, est exposée dans la grande salle de l'Université Laval à Montréal. Un cortège funèbre défile par la suite jusqu'à l'église Notre-Dame où se déroulent les funérailles. L'inhumation a lieu au cimetière Notre-Dame-des-Neiges le 16 juin 1898. Tous, amis et adversaires politiques confondus, pleurent son départ et se remémorent sa vivacité et son exceptionnel talent d'orateur comparable à celui de Wilfrid Laurier ou d'Honoré Mercier. Laurent-Olivier David a dit de lui qu'il représentait « peut-être l'orateur le mieux doué que le Bas-Canada ait produit ». À certains égards, la carrière de Chapleau est paradoxale. Bien que remarquable, elle demeure en deçà des espérances de son époque; de son destin éblouissant, mais en définitive inaccompli.

Chapleau s'était marié à Marie-Louise King, fille de Charles King, lieutenant-colonel et major de brigade, et de Bessie Harrington, dans la paroisse Saint-Michel de Sherbrooke, le 25 novembre 1874. Aucun enfant n'est né de cette union. Outre son travail de juriste, d'homme politique et de chef de l'État québécois, Joseph-Adolphe Chapleau s'est engagé dans différentes activités économiques, journalistiques ou sociales. Ainsi s'est-il retrouvé directeur de la Laurentides Railway Co., de la Pontiac & Pacific Railway Co., du Crédit foncier du Bas-Canada et de la Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal. Promoteur du Crédit foncier franco-canadien, il en a occupé la vice-présidence. Dans le domaine de la presse, il a été propriétaire du journal *Le Colonisateur* (1862-1863) avec, entre autres, Laurent-Olivier David, Ludger Labelle, Joseph-Alfred Mousseau et Louis-Victor Sicotte. Le 20 octobre 1884, il est l'un des fondateurs de *La Presse*, quotidien dont il fournit en partie le financement et assume de fait pendant toute sa vie la direction politique. Chapleau a aussi été actionnaire et directeur politique de *La Minerve*. Enfin, concernant les associations sociales, il a notamment été le dernier président de l'Institut canadien-français de Montréal et membre du St. James Club, du Club

de la garnison de Québec et du Club Rideau d'Ottawa. Chapleau a également siégé au conseil de l'Université Laval à Montréal de 1893 à 1898. Finalement, Léon XIII le fait commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand en 1881, puis il devient commandeur de la Légion d'honneur le 10 novembre 1882 et chevalier commandeur de l'ordre de Saint-Michel et Saint-George le 20 mai 1896.

LA POLITIQUE AU QUÉBEC ET AU CANADA

DU 12 DÉCEMBRE 1892 AU 20 JANVIER 1898

13 décembre 1892

Démission du premier ministre du Québec Charles-Eugène Boucher de Boucherville.

16 décembre 1892

Assermentation du conservateur Louis-Olivier Taillon comme premier ministre du Québec.

14 septembre 1894

Décès de Narcisse-Fortunat Belleau, lieutenant-gouverneur de 1867 à 1873.

30 octobre 1894

Décès d'Honoré Mercier, premier ministre du Québec de 1887 à 1891.

12 décembre 1894

Décès du premier ministre du Canada John Sparrow David Thompson.

21 décembre 1894

Assermentation du conservateur Mackenzie Bowell comme premier ministre du Canada.

22 août 1895

Naissance de Paul Comtois, lieutenant-gouverneur de 1961 à 1966.

27 avril 1896

Démission du premier ministre du Canada Mackenzie Bowell.

1^{er} mai 1896

Assermentation du conservateur Charles Tupper comme premier ministre du Canada.

4 mai 1896

Démission du premier ministre du Québec Louis-Olivier Taillon.

11 mai 1896

Assermentation du conservateur Edmund James Flynn comme premier ministre du Québec.

23 juin 1896

Victoire du Parti libéral de Wilfrid Laurier aux élections fédérales.

6 juillet 1896

Le gouvernement du Canada recule la frontière septentrionale du Québec jusqu'à la baie d'Hudson, agrandissant ainsi le territoire provincial de 198 600 kilomètres carrés.

11 mai 1897

Victoire du Parti libéral de Félix-Gabriel Marchand aux élections provinciales.

17 août 1897

Décès de Théodore Robitaille, lieutenant-gouverneur de 1879 à 1884.

PRÉSENCE TOPONYMIQUE

Parc Adolphe-Chapleau, à Bois-des-Filions

Rue Adolphe-Chapleau, à Sillery

Avenue Chapleau, à Baie-Comeau

Barrage Chapleau, dans les Laurentides

Canton de Chapleau, proclamé le 12 mai 1906, situé en Mauricie

Circonscription électorale provinciale de Chapleau, à Gatineau

Lac Chapleau, dans les Laurentides

Rue Chapleau, à Drummondville

Rue Chapleau, à Granby

Rue Chapleau, à Montréal

Rue Chapleau, à Saint-Bruno-de-Montarville

Rue Chapleau, à Sainte-Thérèse

Rue Chapleau, à Saint-Jérôme

Rue Chapleau, à Sherbrooke

Rue Adolphe-Chapleau, à Québec

Chemin Chapleau, entre Nominique et Mont-Laurier